

Pas de licenciement pour DAVID GAUDINEAU, secrétaire de la section SUD Culture Solidaires à la Comédie Française

« Quand la Direction de la Comédie Française use de motifs fallacieux pour licencier un syndicaliste de SUD Culture Solidaires ».

Pas de licenciement pour DAVID GAUDINEAU, secrétaire de la section SUD Culture Solidaires à la Comédie Française et ex-délégué syndical.

La direction de la Comédie Française s'illustre actuellement par un comportement anti-social :

Un de ses agents fait l'objet d'un entretien préalable et d'une mesure de licenciement.

Le compte rendu de l'entretien préalable et la lettre de licenciement sont un catalogue de faits mineurs qui ne constituent en aucun cas une faute lourde, mais ont l'avantage, par un effet d'accumulation, de donner une apparence de sérieux et de justifier un licenciement qui arrange bien l'établissement puisque cela décapite une section SUD en voie

de formation et d'implantation.

Malgré nos demandes réitérées de reconsidérer cette décision disproportionnée par rapport aux faits reprochés, nous n'avons obtenu qu'un bref rendez-vous.

Ces agissements se font dans un établissement qui symbolise la Culture et l'humanisme, contre un camarade, viscéralement attaché à son établissement, qui s'est investi dans le travail de lutte interprofessionnelle pour la sauvegarde des régimes spéciaux de retraite de la Comédie Française.

L'Administration de la Maison de Molière tente ainsi de se débarrasser d'un militant syndical gênant parce qu'il lutte contre les disparités salariales du service accueil, ce qui a entraîné l'intervention de l'inspection du travail qui a exigé que la direction réponde à son intervention.

C'est bien un syndicaliste qu'on licencie, et devant la fin de non-recevoir qui nous a été signifiée, hier 21 février, par la direction de cette institution, nous appelons à des rassemblements réguliers sur la place Colette afin d'exiger la réintégration immédiate de notre camarade et la levée des procédures de licenciement.

DAVID pourra compter sur le soutien de SUD.

Paris, le 22 février 2008